

**PREFECTURE DE LA REGION AQUITAINE**

Secrétariat Général  
pour les Affaires Régionales

Le préfet de la région Aquitaine,  
Préfet du département de la Gironde,  
Commandeur de la Légion d'Honneur

**A R R E T E**

portant inscription de l'église Saint Orens à ESCURES (Pyrénées-Atlantiques)  
sur l'inventaire supplémentaire des monuments historiques

VU la loi du 31 décembre 1913 sur les monuments historiques notamment  
l'article 2, modifiée et complétée par les lois des 23 juillet 1927, 27 août  
1941, 25 février 1943 et 30 décembre 1966 et les décrets modifiés du  
18 mars 1924 et N° 61.428 du 18 avril 1961 ;

VU le décret N° 82.390 du 10 mai 1982 modifié relatif aux pouvoirs des  
commissaires de la République de région ;

VU le décret N° 84.1006 du 15 novembre 1984 relatif au classement parmi les  
monuments historiques et à l'inscription sur l'inventaire supplémentaire des  
monuments historiques ;

VU le décret N° 84.1007 du 15 novembre 1984 instituant auprès des  
commissaires de la République de région une commission régionale du  
patrimoine historique, archéologique et ethnologique ;

LA Commission régionale du patrimoine historique, archéologique et  
ethnologique de la région Aquitaine entendue en ses séances  
des 18 mars et 26 juin 1997 ;

VU les autres pièces produites et jointes au dossier ;

CONSIDERANT que l'église Saint-Orens d'Escures présente un intérêt d'art  
suffisant en raison de la qualité de son architecture et de son décor  
intérieur, pour en rendre désirable la préservation ;

**REPUBLIQUE FRANÇAISE**  
*Liberté Égalité Fraternité*

## ARRETE

- Article 1 : Est inscrite sur l'inventaire supplémentaire des monuments historiques en totalité, l'église Saint-Orens à ESCURES (Pyrénées-Atlantiques) située sur la parcelle N° 207 d'une contenance de 2 a 70 ca, figurant au cadastre section A et appartenant à la commune par acte d'acquisition antérieur au 1er janvier 1956.
- Article 2 : Le présent arrêté dont une ampliation certifiée conforme sera adressée sans délai au Ministre de la Culture et de la Communication, porte-parole du Gouvernement, sera publié au bureau des hypothèques de la situation de l'immeuble inscrit et au recueil des actes administratifs de la préfecture du département.
- Article 3 : Il sera notifié au Préfet du département concerné, au maire de la commune propriétaire, intéressés, qui seront responsables, chacun en ce qui le concerne de son exécution.

**25 SEP. 1997**

Fait à BORDEAUX, le

Le Préfet de Région,

**Georges PEYRONNE**

Pour ampliation  
Le Chef de Bureau délégué,



*M*  
Martine BESSELLERE-LAMOTHE